

le prolétaire

ORGANE MENSUEL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (PROGRAMME COMMUNISTE)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI	* La revendication de la ligne qui va du Manifeste communiste à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; * La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; * La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.	SEPTEMBRE 1969 — 7 ^{me} ANNEE — N° 68		Le numéro
		Abonnement de soutien	10 F - 100 F.B.	0,50 F - 5 F.B.
		Abonnement annuel	5 F - 50 F.B.	
		LE PROLETAIRE	B.P. 375 MARSEILLE - Colbert	C.G.P. 2202 22 MARSEILLE

Pourquoi la dévaluation ? Réactionnaire opium spatial

QUI EN FERA LES FRAIS ?

« Notre économie s'est ressaisie. L'expansion se développe à nouveau. Le commerce extérieur s'accroît... Accepter la dévaluation serait la pire absurdité qui soit. »
(De Gaulle, 13 novembre 1968)

« Le problème monétaire n'est pas si grave qu'on le dit. Ma présence au pouvoir demain devrait inspirer confiance... et nous permettra de franchir les prochaines étapes sans trop de difficultés. »
(Pompidou à la télévision, pendant la campagne électorale)

« Pompidou : il tient ce qu'il promet. »
(Affiche électorale)

« Une manipulation monétaire serait dangereuse et sans doute inutile. Quant aux raisons d'ordre national et social pour lesquelles la parité du franc doit être maintenue à tout prix, je n'ai pas besoin de m'y étendre. »
(Chaban-Delmas à l'Assemblée Nationale, le 26 juin 1969)

Après toute une série de romandages officielles de cette veine, le 9 août 1969 le franc est dévalué de 12,5 pour cent : ainsi s'écroule piteusement le mythe du franc fort et stable cultivé par les flons-flons de la démagogie gaulliste. Il entraîne dans sa chute un autre mythe, celui de la toute-puissance de l'Etat (ou de son chef) entre-tenu aussi bien par le parti gouvernemental que par son opposition « démocratique ». Les

faits, une fois de plus, sont venus rappeler avec la force de l'évidence que ce sont les lois implacables de l'économie capitaliste qui gouvernent l'Etat, et non la volonté des hommes politiques, grands ou petits : en l'espace de neuf mois, « la pire absurdité qui soit » s'est miraculeusement transformée, dans la bouche de Giscard d'Estaing, en simple « constatation » d'une réalité indiscutable.

Qu'est-ce qu'une dévaluation ?

Essayons de l'expliquer le plus simplement possible. Toute monnaie nationale peut être considérée sous deux aspects. Elle a d'abord une valeur officielle, définie par référence à l'or (ainsi, après la dévaluation, le franc correspond à la valeur de 160 milligrammes d'or fin). Elle a ensuite, sur le marché intérieur, un pouvoir d'achat déterminé qui est inversement proportionnel au prix moyen des marchandises : le pouvoir d'achat de la monnaie augmente lorsque les prix baissent et diminue lorsque ceux-ci augmentent (ce dernier cas étant de règle dans tous les pays). La valeur officielle de la monnaie définit les taux de change, c'est-à-dire la proportion dans laquelle les diverses monnaies nationales s'échangent les unes contre les autres. En apparence, c'est le gouvernement de chaque pays qui décide de la valeur officielle de la monnaie. Il est toutefois évident qu'il ne peut le faire arbitrairement : en fin de compte, c'est l'évolution des pouvoirs d'achat réels des diverses monnaies qui commande, à plus ou moins long terme, leur valeur officielle.

Pour le montrer, raisonnons sur un exemple schématique. Supposons qu'à un moment donné la valeur officielle du franc et du mark soit identique, c'est-à-dire qu'ils s'échangent l'un et l'autre contre la même quantité d'or dans les transactions entre instituts d'émission ; supposons également que les pouvoirs d'achat de ces deux monnaies soient identiques. Donc, 1 franc s'échange contre 1 mark, et l'un et l'autre permettent d'acheter, dans chacun des deux pays, le même lot de marchandises.

Comme on sait, l'inflation affecte toutes les économies modernes. Le pouvoir d'achat de nos deux monnaies va donc se dégrader au cours du temps, mais pas nécessairement dans les mêmes proportions pour les

deux pays. Supposons, par exemple, qu'au bout d'un certain temps le lot de marchandises dont nous parlions plus haut vaille, 1,5 F dans un pays, et 1,25 mark dans l'autre (hausse des prix de 50 p. 100 dans un cas et de 25 p. 100 dans l'autre). Si la valeur officielle des monnaies n'a pas été changée entre temps, 1 F continue pourtant de s'échanger contre 1 mark.

Les conséquences sont évidentes. Puisqu'il est plus avantageux de changer les francs contre des marks pour acheter en Allemagne que d'acheter en France avec des francs, le commerce extérieur de la France va

évoluer de telle sorte que les exportations se développeront moins rapidement que les importations. La balance commerciale (avec l'Allemagne dans notre exemple) va devenir déficitaire et les réserves de la banque de France (or et devises convertibles) vont être utilisées pour combler ce déficit. Comme ces réserves ne sont pas inépuisables, le gouvernement français sera contraint de dévaluer le franc, c'est-à-dire de décider que le franc ne représente plus qu'une fraction inférieure d'or.

Pour poursuivre sur notre exemple simple, supposons que la nouvelle valeur officielle établisse que 1,5 F vaut désormais 1,25 mark (soit 1 F = 0,83 mark ; dévaluation du franc de 17 pour cent). Il cesse dès lors d'être particulièrement avantageux d'importer des marchandises allemandes, puisque leurs prix ont augmenté de 17 p. 100, tandis qu'il devient plus facile d'exporter en Allemagne des marchandises françaises puisque leur prix y a baissé de 17 pour cent. La tendance du commerce extérieur du pays ayant

(Suite page 4)

Ce que nous promet la 'rentée syndicale'

On se doutait bien du " programme social " que le nouveau gouvernement gaulliste préparait pour la rentrée d'Octobre : économie, austerité. Par contre, bon nombre de militants ouvriers — on doit en tout cas le souhaiter — s'étonneront, au moins, de celui qu'a défini, quoi qu'en termes feutrés, leur syndicat C. G. T.

Après son entrevue avec Chaban-Delmas, Benoît Frachon a, bien entendu, souligné que la C. G. T. " n'entendait pas cautionner " la politique du gouvernement (tout en notant d'ailleurs que celui-ci, en substance, ne lui en demandait pas tant) et qu'elle sort donc blanchie de tout soupçon de collusion officielle avec les représentants suprêmes de l'Etat capitaliste. Mais la façon dont Frachon a traduit le terme à la mode de " concertation " en dit long sur le pacte de fait qui existe entre toutes les centrales syndicales et l'ensemble des forces de la conservation sociale.

« Nous devons comprendre — a dit Frachon aux journalistes — que la concertation permanente c'est surtout les discussions que nous connaissons et que nous appelons simplement négociations, négociations que nous continuerons à mener pour défendre nos positions, tout en prévoyant que le gouvernement nous fera part de ses difficultés ».

Donc pour les dirigeants syndicaux, et en dépit du formidable coup d'épaule ouvrier de l'année dernière (qui, croyait-on, avait définitivement balayé les pratiques tortueuses et ca-

pitulaires du syndicalisme de contestation), il s'agit de reprendre tout tranquillement le train-train antérieur à la grande grève. On discutera, on n'obtiendra rien, ou presque, on lancera un grand coup de gueule et une petite grévette pour des " négociations véritables " et le jeu recommencera jusqu'aux prochains congés annuels !

Pour que personne ne s'y trompe, Frachon a précisé : « les prévisions sont-elles favorables à une solution rapide ? « Je ne le dirai pas... » Et il a ajouté, pour que les sourds même entendent, que « dans cette

Si on pouvait encore douter du pourrissement de la société capitaliste contemporaine, il suffirait de constater à quelles explosions d'obscurantisme l'exploit d'Apollo 11 a donné lieu pour s'en convaincre. Un bon exemple en est donné par l'article du général Robert Aubinière que Le Figaro publiait le 23 juillet sous le titre « Utilité ou inutilité d'une recherche spatiale ». Il y a belle lurette que les apologistes du progrès bourgeois ne peuvent plus s'interroger sérieusement sur l'utilité sociale réelle de quoi que ce soit ; s'ils le pouvaient, ils ne défendraient plus le régime capitaliste, mais puisque leur intérêt de classe, leur esprit de conservation sociale les poussent irrésistiblement à le défendre, ils sont condamnés à tomber dans des absurdités auprès desquels les plus superstitieuses des sociétés les plus barbares font figure d'aimables puérilités.

Pour le général en question, il ne s'agissait donc pas d'établir réellement si la recherche spatiale est ou non socialement utile, en dépit du titre hypocrite de l'article qui lui a été commandé. Pour lui, pour les affairistes capitalistes, les « savants »... et les pseudo-socialistes ou communistes contemporains, c'est un postulat que « l'activité spatiale va transformer le monde ». La seule question qu'il pose est de savoir « si l'Europe doit participer à cette transformation ou si elle doit simplement y assister », et bien entendu aussi « notre pays qui a tant de mal aujourd'hui à devenir une nation moderne... qui, par tant de côtés, est resté un vieux pays ». La question étant ainsi posée, le nationalisme européen, le nationalisme français ne peut hésiter une seconde : « simplement assister » à une « transformation du monde » ?

Jamais ! « Y participer » ? Bien entendu. L'Europe et la France, si déchues depuis la seconde guerre mondiale, si humiliées par l'ascension de la puissance impérialiste des U. S. A. ne sauraient renoncer à « participer » à l'histoire !

A quelle transformation ? A quelle histoire ? La pensée bourgeoise sombre devant ces simples questions. C'est pourquoi notre général (d'ailleurs « reconverti » en directeur général du Centre national d'études spatiales, comme il convient à ces temps de « détente internationale ») tombe dans le délire pur et simple quand il s'agit d'y répondre : « L'exploration des planètes, et plus généralement de l'univers a pour but primordial de mieux connaître l'environnement céleste, par conséquent d'espérer comprendre l'origine des monde. Ainsi, ce problème des origines qui hante l'homme depuis sa création (NDR : « sic !) va enfin trouver sa solution. Comment ne pas imaginer qu'une telle révélation ne soit réellement (NDR : « sic !) la cause d'une profonde transformation ? ». Comment, en effet, un général directeur général d'études qui croit encore au mythe de la « création » de l'homme n' « imaginerait- » il pas, dans son obscure cervelle, que les renseignements supplémentaires que peuvent apporter les expériences spatiales sur « l'origine des mondes » non seulement constitueraient des « révélations » (jamais il n'a dû entendre parler de la nébuleuse primitive... ni de l'évolution des espèces), mais que de telles révélations seraient de nature à TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ ? Il se trouve bien des « socialistes scientifiques » ou prétendus tels pour l'imaginer... ou du moins nous inviter à le faire ! Sincère ou pas, le général assène en tout cas le postulat à son lecteur pour lui faire accepter la conclusion pratique : « Le monde entier a assisté au phénomène technique le plus considérable de tous les temps. Le monde va être changé. Le mystère de ses origines va être démystifié » (NDR : si le général entend par-là que le mythe de la création va être ruiné, il retarde !). « Puisse notre pays, à sa mesure et avec ses moyens, participer activement à cette transformation. » Démystification du mystère égale transformation du monde ! Nous ne vivons pas sous le joug des lois implacables du capitalisme, sous l'oppression de la plus cruelle classe dominante de l'histoire, la grande bourgeoisie impérialiste, voyez-vous, mais sous le joug et l'oppression du... mystère des origines ! Comment la France cartésienne n'aurait-elle pas à cœur de participer à la lutte contre ce fléau ?

Voilà en plein 20ème siècle les idioties qu'on peut lire dans un journal « respectable », « culturel », etc..., etc... Ce n'est déjà pas mal, mais il y a mieux encore ! Nous avons commencé par la conclusion de l'article, parce que c'est elle qui inspire, de toute évidence, la prétendue

(Suite page 2)

(Suite page 4)

IV - Droit de coalition et droit syndical dans l'économie et l'histoire du capitalisme

Dans notre article de juillet-août dernier, nous dénonçons les mensonges du libéralisme bourgeois selon lesquels le travailleur qui vend sa force de travail contre un salaire effectue un échange libre, parfaitement conforme à la loi de l'offre et de la demande. Nous montrions qu'au contraire la classe salariée est en règle générale desservie par la concurrence que ses membres se font entre eux et qu'elle ne peut surmonter cette concurrence qu'au prix de coalitions acharnées vouées à une lutte âpre contre la classe qui détient les moyens de production.

Ces coalitions ont un caractère essentiellement défensif, et les résultats qu'elles obtiennent ne peuvent prétendre créer, même dans le meilleur des cas, les conditions d'une émancipation définitive de la classe ouvrière.

Le niveau de vie des ouvriers que ces coalitions ont pour but de défendre est déterminé par ce que l'économie marxiste appelle la valeur de la force de travail. Cette valeur n'est pas une grandeur fixe ; elle varie au contraire selon les époques et les pays. Toutefois, si le niveau de vie s'accroît (en moyenne, à l'échelle historique et en négligeant les périodes de crise ou de guerre), la valeur relative de la force de travail diminue : par rapport à la masse croissante de richesses que le capitalisme met en circulation, le salaire représente une part décroissante. En effet, le perfectionnement de la technique productive du capitalisme réduit toujours davantage le coût de production des objets manufacturés, et donc le salaire, tout au moins pour la part que représente, dans ce salaire, l'achat de ces produits. Par ailleurs, le montant du salaire, ou prix de la force de travail, résulte de la lutte, tantôt larvée, tantôt déclarée, qui oppose patronat et salariés ; en raison de la disproportion de force existant entre eux, la force de travail, considérée sur de longues périodes historiques, est, en règle générale, achetée au-dessous de sa valeur.

Cela ne veut pas dire que, considéré également sur de longues périodes, le niveau de vie des salariés décroisse : il faudrait être fou pour nier que l'ouvrier, réduit au début du siècle à l'usage d'infâmes galoches, par exemple, peut aujourd'hui s'acheter des chaussures produites en série.

Cela signifie simplement que le niveau de vie des salariés croît moins vite que le niveau de production, que la part du produit qui revient à la classe ouvrière sous forme de salaire a sans doute augmenté dans l'absolu — au prix d'ailleurs de dizaines d'années de luttes acharnées — mais qu'elle décroît relativement, c'est-à-dire par rapport à la masse totale des produits.

Ce qu'il faut en déduire ici, c'est que la puissance économique du capital s'accroît — quelle que soit la vigueur de la lutte ouvrière — et donc sa force sociale, dont le prolétariat ne viendra pas à bout par les seuls moyens de ce grignotage que représente la défense quotidienne du salaire.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1969 LISTE N° 7

Roland, 10 ; Pogo, 10 ; Ferrudino, 10 ; Deux sœurs, 10 ; Catherine, 10 ; Michel, 10 ; Anita, 10 ; Daniel, 10 ; Dominique, 10 ; Martin, 10 ; Goupil, 10 ; Alice, 10 ; Lancry, 60 ; Barbierre, 10 ; Anita, 10 ; Cecchino, 5 ; Martin, 12 ; S., 100 ; Georges et Renée, 40 ; La Flèche, 60 ; François, 2,40 ; Lyon, 100 ; Emile, 20 ; François II, 15 ; Gérard II, 10 ; Pataro, 150 ; Paris, 37 ; Réunion publique Paris, 223,50 ; R. et R., 40 ; André, 20 ; Lucien, 28 ; Gérard, 7,40 ; Jean, 20 ; Jean-Claude, 100 ; Arthur, 82. Total liste n° 7 : 1.272,30 F. Total précédent : 10.293,88 F. Total général : 11.566,18 F.

Directeur - Gérant
F. GAMBINI
B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - I.M.P. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Distribué par les N.M.P.P.

Ce développement de la production capitaliste et des produits qu'elle met sur le marché a un autre aspect extrêmement important : contrairement à ce que prétend l'opportunisme, il n'aménage nullement les contradictions sociales, il n'élimine aucunement la lutte de classe, mais, bien au contraire, il leur fournit leur mobile permanent.

En effet, l'offre croissante et massive de produits toujours plus variés, d'un côté crée des besoins nouveaux pour toute la société, mais, de l'autre, implique la réduction constante des coûts de production. Or, cette réduction se réalise à son tour par deux voies parallèles et solidaires qui sont particulièrement aptes à pousser les contradictions sociales à leur paroxysme. C'est d'abord la pression intense, perfectionnée du patronat en vue de payer peu son personnel et de lui faire

« rendre » au maximum. C'est ensuite l'introduction dans la production de perfectionnements techniques et de machines qui, en remplaçant les ouvriers qualifiés par des manœuvres, provoque une chute de la valeur de la force de travail et donc du salaire.

Ainsi le capitalisme, d'une part élève continuellement le niveau des besoins de la classe ouvrière, d'autre part réduit ou freine les moyens qu'il lui donne pour les satisfaire. Aussi, non seulement la coalition ouvrière pour la défense du salaire ne peut prétendre, comme l'ont rêvé les réformistes, empêcher de façon progressive sur le capital jusqu'à l'absorber complètement, mais encore en luttant contre les empiétements que subit le salaire de la part du capital, ne peut-elle atteindre un état d'équilibre.

(A suivre).

Résurrection du Jacobinisme

(Suite de la page 3)

tocratie comploteuse et de ses complices jacobins de droite ! Ça, c'est donc un schéma de "révolution" (!) socialiste hâtivement copié sur le schéma de la révolution bourgeoise anti-absolutiste, une grotesque résurrection du jacobinisme radical en plein vingtième siècle et à l'usage du prolétariat ! On ne peut rien imaginer de plus misérable, de plus bête.

La révolution bourgeoise survient à une époque où la société elle-même est déjà devenue bourgeoise ; c'est donc la révolution de la société moderne tout entière contre d'anachroniques résidus du passé, les ordres privilégiés : c'est ce qu'exprime précisément la forme de la démocratie politique. Si la loi est la subordination de la minorité à la majorité, c'est que la société peut se débarrasser des ordres, sans se transformer elle-même de fond en comble ; ils ne sont qu'un corps étranger dans le tissu social qu'on peut exciser sans que celui-ci en soit totalement modifié.

Pourtant, même dans ce type de révolution, il n'a pas été possible de se passer de la dictature, la minorité en question ne s'étant pas pacifiquement soumise. Cette dictature, c'est une fraction de la bourgeoisie qui l'a exercée EN UTILISANT LA PRESSION POPULAIRE pour venir à bout des résistances des forces d'ancien régime : voilà qui explique qu'elle ne se soit jamais complètement passée de la forme parlementaire, que la Convention ait continué à siéger même sous la dictature de Robespierre.

Mais qu'est-ce qu'une révolution socialiste a à voir avec tout cela ? La révolution socialiste survient dans une société encore entièrement capitaliste et bourgeoise. Non seulement il ne s'agit pas pour elle d'"exciser" simplement du tissu social la "minorité" que forment les magnats de la finance et de l'industrie, MAIS DE TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ DE FOND EN COMBLE, mais encore, elle ne peut même pas compter sur l'appui de TOUTES LES CLASSES NON GRANDES-BOURGEOISES. Ce n'est donc pas une révolution de tout le peuple, mais la révolution d'une CLASSE, le PROLETARIAT. Qu'est-ce qu'une pareille ré-

volution pourrait bien faire de la forme parlementaire ?

La méthode d'Andrieu est bien simple : au lieu de nous parler des BESOINS DU PROLETARIAT REVOLUTIONNAIRE, il disserte sur les besoins du gouvernement socialiste né de sa fantaisie. Il suffisait d'y penser ! Un gouvernement révolutionnaire constitué, avec l'appui de tout le peuple, mais réellement désireux d'effectuer la révolution économique, ÇA N'A JAMAIS EXISTE, N'EXISTE NI N'EXISTERA JAMAIS. Il suffit de songer à nos communistes français et à ces "socialistes" dont ils pleurent obstinément l'alliance (les Defferre, les Mollet, les Mitterand !), d'imaginer ce qu'ils feraient si d'aventure ils retournaient tous ensemble au pouvoir, pour rire d'une hypothèse aussi mensongère.

Mais enfin, admettons un instant, pour les besoins de la démonstration, que ce mensonge soit une vérité, cette absurdité une possibilité historique réelle. Pour mener à bien son œuvre révolutionnaire, vient nous chanter Andrieu, un tel gouvernement aurait besoin de la « pression populaire » sur la bourgeoisie, réduite pour les besoins de la cause à la figure purement statistique de « minorité sociale ». En somme, pour réussir la plus formidable révolution économique de l'histoire, il suffirait que le « peuple » soumette à une sévère surveillance tout l'appareil d'Etat bourgeois (dont Andrieu lui-même reconnaît qu'il confère le pouvoir réel), qu'il tienne bien à l'œil "les grands commis de l'administration" et, par dessus le marché, "les cadres supérieurs de l'armée et de la police" ! Donc qu'il surveille et tienne à l'œil les instruments du pouvoir bourgeois, mais surtout qu'il ne le DETRUISE PAS. Comme si du dehors le prolétariat pouvait surveiller quoi que ce soit et comme si une simple surveillance suffisait pour rendre l'appareil d'Etat bourgeois utilisable à des fins communistes !

Croyez-le ou non, c'est ce misérable bavardage que Monsieur l'agréé Andrieu ose nous présenter comme la plus moderne doctrine des communistes sur la Révolution !

Nous, nous nous en tenons à la doctrine communiste vérita-

La "rentrée syndicale"

(Suite de la 1^{re} page)

« vendications qu'elle soutient, « loin de nuire à l'économie, « sont de nature à favoriser « son développement ». Ainsi, au plan d'austérité froidement annoncé par le grand capital, les chefs syndicaux ne ripostent pas par la mobilisation ouvrière, par la préparation de ces vastes mouvements de masse qui sont les « coups de poing sur la table » du prolétariat en fermé dans le baignoire de la production capitaliste. Ils acquiescent tacitement : discutons toujours, de toute façon ce que nous demandons ne peut être préjudiciable à l'exploitation capitaliste ; bien au contraire, ce sera son stimulant !

Ce langage éclaire le sens de la stratégie syndicale durant « l'année sociale » écoulée. En février, la C. G. T. — seule il est vrai — lançait un cri d'alarme devant la hausse des prix qui ruinait les « conquêtes de Grenelle ». En mars, les trois centrales, cette fois d'accord, déclanchaient une grève qui ne devait être qu'un début, en riposte aux fins de non-recevoir du patronat et du gouvernement lors de la « conférence » de la rue de Tilsitt. Survint alors le référendum, auquel fut sacrifiée toute l'agitation : la victoire ouvrière on ne l'attendait plus dès lors sur le même terrain. On ne misait plus sur la rue, sur la grève, mais sur l'urne électorale !

Après la première passe d'armes (pardon, de bulletins !), c'est un « immense succès » :

De Gaulle s'en va. Mais c'est aussi la panique dans cette « coalition des gauches » si laborieusement recherchée depuis dix ans, construction à peine échafaudée à laquelle mai-juin 1968 avait déjà porté un sérieux coup. Les agents directs du capitalisme au sein du prolétariat — les socialistes sur le plan politique, F.O. et C.F.D.T. sur le plan syndical — volent au secours (par omission ou commission, peu importe !) de l'équipe de rechange du capital, hâtivement constituée autour du centrisme. C'en est fini de « l'unité syndicale en marche » et même de tout « pacte d'action ». Les jaunes intégraux, les jaunes par définition, se démasquent comme agents de conservation sociale, prompts à appuyer la solution politique susceptible d'éliminer le gaullisme avec le plus de douceur possible. Ceux qui dissimulent encore, tant bien que mal, qu'ils sont devenus de la même trempe, sont tout de même contraints à quelque intransigeance face à l'alternative : peste ou choléra. Mais ils se retrouvent seuls ! Non pas que Duclos et la C.G.T. représentent le moindre danger révolutionnaire. Mais ils incarnent les espoirs réformistes de masses énormes dont la désillusion, en cas de victoire électorale d'une gauche démocratique mise au pied du mur, serait lourde de risques pour tout le régime social. Au demeurant, les petits-bourgeois de F.O. et de la C.F.D.T. ne pardonneront pas de sitôt au P.C.F. et à la C.G.T. d'avoir, pour sauver la face, maintenu leur candidat à la Présidence et, ainsi, « fait passer » ... arithmétiquement, Pompidou !

A la bonne heure, pensera peut-être l'honnête délégué d'usine : on a échoué sur le plan électoral, on va reprendre la lutte revendicative là où le référendum l'avait arrêtée. Ce n'est qu'une illusion de plus. Il suffit d'écouter les chefs : ils parlent de négociations sérieuses, alors que l'augmentation à exiger est déjà fixée depuis plusieurs mois dans ces 7,5 % « mangés » par la hausse des prix, et qu'il s'agit, ni plus ni moins, que de l'imposer par la lutte et non par les tractations.

Il n'est que de lire le communiqué confédéral : « La C.G.T. est parfaitement consciente de la situation économique ». Ces messieurs, qui ne sont ni sots ni ignorants, savent donc, après ce qu'a dit le gouvernement, qu'il appelle à des sacrifices, et qu'il n'est donc pas possible d'obtenir le moindre réajustement substantiel de salaire sans affronter la classe capitaliste, sans mener une action générale, plus massive et plus dure que celle de mai-juin 1968. Mais ils ne font rien pour la préparer !

Il est vrai qu'ils ont l'alibi du « front syndical » préalable. Mais là encore l'expérience est toute chaude. Le seul terrain d'accord possible entre les trois centrales c'est la renonciation à la lutte de classe. Aussi, les dirigeants de la C.G.T. font-ils seulement le simulacre d'avoir recours aux moyens propres à cette lutte, que leurs compères de F.O. et de la C.F.D.T. les fuient comme des pestiférés. Entre ceux qui affirment ouvertement leur soumission au système de production et à l'ordre social existant et ceux qui affectent encore de le combattre tout en s'inclinant devant ses exigences, il ne peut s'établir qu'une sorte « d'unité » : celle de la trahison des intérêts tant immédiats qu'historiques du prolétariat.

A ce « front syndical » de capitulation et de renoncement, nous opposons la véritable unité de classe. Celle qui repose sur des méthodes de lutte et non de négociation ; celle qui se cimenter par des revendications unitaires favorables aux catégories les plus exploitées et les plus combattives ; celle qui s'inspire, non d'un « accommodement » indéfini avec l'exploitation capitaliste, mais de la perspective finale de sa destruction révolutionnaire.

ble dont quelques passages seulement de Lénine suffisent à montrer avec éclat la vérité et la force :

« Le prolétariat a besoin du pouvoir de l'Etat, de l'organisation centralisée de la force, de l'organisation de la violence pour réprimer la résistance des exploités et DIRIGER la grande masse de la population (paysannerie, petite-bourgeoisie, semi-prolétaires) dans les travaux d'"aménagement" de l'économie socialiste.

« La révolution, ce n'est pas quand la classe nouvelle commande et gouverne à l'aide de la VIEILLE machine d'Etat, mais quand, après l'avoir brisée, elle commande et gouverne à l'aide d'une machine NOUVELLE ».

« Quant à nous nous lutterons pour la destruction de toute la vieille machine d'Etat afin que le prolétariat armé devienne lui-même le gouvernement ».

« Nous ne sommes pas pour le "déplacement du rapport des forces", mais pour le RENVERSEMENT de la bourgeoisie, pour la DESTRUCTION du parlementarisme bourgeois, pour la dictature révolutionnaire du prolétariat » (Lénine, "L'Etat et la Révolution").

La différence des doctrines politiques étonnera peut-être le profane, mais elle s'explique aisément : Marx, Lénine, notre petit Parti Communiste International luttent pour le communisme. Le P. C. F. ne vise qu'à empêcher, en cas de victoire parlementaire de la gauche, les capitalistes "d'entraver la production, organiser la fuite des capitaux, torpiller le franc", comme dit si bien le sieur Andrieu. Assurer la continuité de la production, immobiliser les capitaux dans le pays, défendre la monnaie nationale, voilà le "communisme" de ces gens-là !

Quant à leurs poses jacobines, elles feraient rire les enfants eux-mêmes : quarante ans de stalinisme ont suffi pour apprendre aux masses comment les P. C. traitaient les "pressions populaires" quels que soient le lieu où le moment où elles se produisent !

Ils ont beau se démentir pour tenter de se distinguer des renégats sociaux - démocrates, c'est bien la même bande infâme aux yeux de la Révolution.

Absurde et hypocrite résurrection du Jacobinisme

Un admirateur de la République de 1875

La seule chose qui distingue désormais le communisme du PCF du révisionnisme social-démocrate combattu par Lénine et la III^{ème} Internationale de la bonne époque, ce sont ses efforts pour tenter d'échapper au reproche de crétinisme parlementaire qui lui est adressé même par des partis non-communistes et non-marxistes comme par exemple le PSU.

Dans le très vulgaire ouvrage qu'il a consacré à la défense de son parti après les événements de Mai, *Les Communistes et la Révolution*, René Andrieu, rédacteur en chef de *l'Humanité*, ne pouvait donc manquer de briser quelques lances contre le « crétinisme parlementaire ». Pour apprécier à sa « juste valeur » sa polémique, il faut d'abord rappeler la thèse dont elle part et qui est la suivante : « Si les soviets ont été une forme originale de la Révolution russe, le parlement, dans un pays comme le nôtre — dont le peuple a été le premier à instituer une république parlementaire en 1875, peut être utilisé comme un des moyens de passage au socialisme. » Celui qui est privé de la faculté de goûter comme il se doit de tels arguments est vraiment à plaindre ! « Un pays comme le nôtre », prétend le rédacteur en chef de *l'Humanité*, peut utiliser le parlement pour passer au socialisme. En d'autres termes, « dans un pays comme le nôtre », on peut détruire le capitalisme sans révolution politique, étant bien entendu que « la révolution consiste en ceci : le prolétariat détruit l'appareil administratif et l'appareil d'Etat entier pour le remplacer par un nouveau, qui est constitué par les ouvriers armés » (Lénine, *L'Etat et la Révolution* ; mots soulignés dans l'original). En somme, un « pays comme le nôtre » PEUT ne pas se conformer à ce que Marx, Engels, Lénine ont toujours considéré comme la loi universelle du passage du capitalisme au socialisme, à savoir la *révolution prolétarienne violente*, la destruction de l'Etat bourgeois ? Pourquoi une si extraordinaire « exception » pour un pays qui n'est qu'un Etat capitaliste moderne parmi tant d'autres ? La réponse vaut son pesant d'or : parce que, voyez-vous, le peuple français a été le premier, en 1875, à instaurer la république parlementaire. C'est à de telles « perles » qu'on reconnaît toute la bassesse de l'intellectuel « communiste français » d'aujourd'hui qui, non content de renier la Révolution, c'est-à-dire le marxisme tout entier, falsifie encore grossièrement l'Histoire ! Qu'Andrieu ne comprenne pas que le prolétariat moderne (y compris le prolétariat français) soit historiquement appelé à défaire ce que le « peuple » (y compris le peuple français) a pu édifier dans le passé, passe encore : allez donc demander à un démocrate bourgeois de comprendre que, dans le cycle des révolutions bourgeoises, toute la fonction du « peuple » a été de contraindre la bourgeoisie à instaurer la forme la plus pure de domination bourgeoise — la démocratie parlementaire — alors que la fonction du prolétariat est d'instaurer sa *dictature de classe* qui, nous dit Lénine, aura toutes les formes qu'on voudra, *sauf la forme parlementaire* ! Ce qui ne « passe » pas, c'est qu'un Monsieur qui s'accroche au titre de « communiste » semble ignorer que l'origine historique de la « République parlementaire de 1875 » n'a en aucune façon été un mouvement populaire, mais tout au contraire *l'écrasement du mouvement populaire par la bourgeoisie, la féroce répression de la Commune de Paris* dont trois générations de militants révolutionnaires ont perpétué le souvenir ! L'origine historique d'une république — le fait qu'elle soit ou non née d'un mouvement

populaire — ne tranche bien entendu pas du tout la question de sa nature de classe. Les Républiques parlementaires réellement nées d'un mouvement populaire révolutionnaire comme la Première République française de 1792 (qui remplira d'autant mieux sa fonction qu'elle perdra davantage ses caractéristiques parlementaires pour se transformer en 1793 en dictature révolutionnaire, soit dit en passant) ou encore la Deuxième République de février 1848 sont des Républiques *bourgeoises*. Seulement, elle appartiennent au cycle de la *révolution* bourgeoise où l'antagonisme social dominant est celui qui oppose la bourgeoisie (aussi lâche et conservatrice qu'elle soit par elle-même) aux castes privilégiées de l'Ancien régime ou à leurs vestiges. Or ce cycle se clôt définitivement avec la révolution de février 1848, et c'est précisément ce qui explique ce que tout élève de Seconde sait et que Monsieur l'agrégé Andrieu feint d'ignorer, à savoir que ce n'est pas le « peuple », mais la féroce réaction bourgeoise qui a « fondé » la République de 1875 !

Dès juin 1848, la véritable nature de classe de la République née du mouvement populaire est apparue clairement quand elle a réprimé dans le sang la première insurrection prolétarienne indépendante. Alors Marx écrivit :

« En faisant de son lieu funéraire le berceau de la République bourgeoise, le prolétariat força celle-ci à apparaître sous sa forme pure comme l'Etat dont le but avoué est de perpétuer la domination du Capital, l'esclavage du travail ». Le prolétariat français de l'époque le comprit si bien qu'à la « République des avocats » qui, le 4 septembre 1870 tenta hâtivement de prendre la succession de l'Empire, il opposera, sept mois plus tard en mars 1871, son propre pouvoir. La Commune de Paris, voilà la dernière république qu'on puisse dire « fondée par le peuple » mais qui n'était plus ni parlementaire, ni bourgeoise. Ce qu'il advint d'elle, tout écolier le sait : réitérant ses exploits réactionnaires de juin 1848, la République parlementaire légale, la République du « foutriquet » Thiers et des Versaillais de sinistre mémoire, c'est-à-dire la mère de la République de 1875 si chère au cœur du sieur Andrieu, « communiste français », organise contre la Commune la guerre civile, exécute, déporte, massacre vingt mille militants du prolétariat et, en général, du « peuple », fondant dans le sang la domination bourgeoise qui se maintiendra fermement de 1875 à... 1958, contre vents et marées, au cours de deux guerres impérialistes mondiales, derrière le paravent de la Troisième République !

On comprend pourquoi Monsieur l'agrégé Andrieu en sait finalement moins — ne disons pas qu'un marxiste, mais qu'un simple élève de Seconde sur ce qu'il appelle la République de 1875 pour ne pas la nommer ; pourquoi fait-il semblant d'ignorer qu'elle n'a pas été « fondée » par le peuple, mais introduite à la sauvette par une Assemblée nationale encore à moitié monarchiste ; pourquoi il tait surtout que son père spirituel a été Thiers en personne, massacreur des Communards, qui, ayant proclamé : « La République sera bourgeoise ou ne sera pas », abandonna en effet l'orléanisme pour rallier le camp républicain à peine le danger prolétarien et populaire eût-il été écarté pour de longues années par la répression. Pas plus que ceux de juin 1848, ces grands événements de 1871-75 ne pouvaient surprendre Marx qui ne les avait nullement attendus pour faire la critique théorique et politique de la démocratie bourgeoise. En fait, ils ne firent qu'apporter une confirmation historique à cette critique.

Et c'est précisément parce que le sieur Andrieu, philistin universitaire étranger par toutes ses fibres au mouvement prolétarien, ne peut pas supporter la *hardie critique marxiste de la démocratie bourgeoise* qu'il est aussi contraint de se faire faussaire — et encore faussaire de l'espèce la plus vile puisqu'il prétend tirer des arguments favorables à son misérable révisionnisme précisément de cette *histoire de la lutte des classes en France* qui a permis à Marx et à Lénine de formuler avec le

Mythe bourgeois de la volonté populaire

« Dans un pays comme le nôtre » vient donc de décréter notre triste sire, « le parlement peut être utilisé comme un des moyens de passage au socialisme ». Ce désinvolte « un des moyens » laisse entendre qu'il y en a plusieurs, chacun restant ainsi libre de s'imaginer que les moyens révolutionnaires ne sont pas totalement exclus par le PCF. Telle est la première « restriction » que Monsieur Andrieu impose à son propre crétinisme parlementaire (sans guillemets), mais comme on voit, ce n'est qu'une petite ruse démagogique. Voici maintenant la seconde : « Mais plusieurs conditions sont nécessaires. D'abord, il faut que le Parlement représente réellement la volonté populaire, ce qui implique que les députés soient élus à la proportionnelle ». En d'autres termes, le socialisme dépendrait en partie de... la loi électorale. Si ce n'est pas là du crétinisme parlementaire, qu'on nous pende ! En fait la notion de « représentation de la volonté populaire » est tout à fait étrangère au marxisme, quoi que puissent prétendre non seulement le P.C.F., mais les multiples groupes qui se situent à sa gauche. La première raison en est la suivante : le « peuple », au sens de l'ensemble des classes étrangères à la grande bourgeoisie, n'a ni ne peut avoir de volonté unique puisqu'il est socialement hétérogène et comprend, à côté du prolétariat, les « classes moyennes ». La seconde raison en est que, qu'il s'agisse de ces classes moyennes ou même du prolétariat, la « volonté populaire » n'a pas — dans le meilleur des cas — toutes prêtes les solutions qui pourraient réellement permettre à la société de sortir de l'ornière dans laquelle le capitalisme la maintient ; en réalité, on peut même aller plus loin : les solutions qui, dans les différentes classes, sont jugées souhaitables et utiles sont bien souvent ou irréalisables en régime bourgeois (comme le désarmement et la paix permanente, l'égalité des nations, l'abolition des inégalités économiques et sociales entre les classes, la suppression de la contrainte policière de l'Etat et des patrons etc...) ou bien franchement réactionnaires (comme la défense de la petite-propriété, l'autonomie de la nation ou de telle ou telle institution, le protectionnisme, etc...). Contradictoire, donc ; nécessairement irrationnelle ; souvent généreuse, mais utopique ; plus souvent encore réactionnaire, la « volonté populaire » est en outre

maximum de netteté le programme révolutionnaire du prolétariat dans la mesure où, comme ils le répètent souvent, elle fut pendant longtemps *poussée plus loin qu'en aucun autre pays*. Tel est l'homme qui entreprend de pourfendre le « crétinisme parlementaire », non pour son compte (des guillemets qu'il met partout à l'expression sont là pour indiquer qu'elle n'est, Dieu merci, pas de lui), mais pour le compte de son parti, qui ne vaut pas plus cher que le rédacteur en chef.

essentiellement fluctuante. Telles sont les raisons pour lesquelles le parti prolétarien marxiste n'a jamais promis, ne promet pas et ne promettra jamais de fonder le pouvoir appelé à détruire progressivement le capitalisme sur la « volonté populaire ». Une telle affirmation a de quoi faire pousser les hauts cris non seulement aux hypocrites et doucereux démocrates-bourgeois (« communistes français » y compris) qui, chaque jour, trompent pourtant sans le moindre scrupule les masses naïves ou ignorantes, mais aussi maints « gauchistes » qui ont mal digéré les imprudentes formules sur la « démocratie véritable » qui ont échappé à Marx et Lénine eux-mêmes, alors que toute leur œuvre parle en réalité contre cette terminologie ambiguë qui fait bien trop l'affaire de la bourgeoisie et des opportunistes. En réalité, la place que la « volonté populaire » occupe dans la doctrine politique de la bourgeoisie, c'est le programme communiste — et donc le Parti de classe — qui l'occupe dans la doctrine du prolétariat ; mais si, pour la bourgeoisie, l'importance de la « volonté populaire » est purement fictive, pour le prolétariat, la réalisation du programme communiste est une question de vie ou de mort. De toute évidence, cette réalisation ne va ni sans l'appui actif du prolétariat ni sans la neutralité sinon plus, des autres couches de travailleurs ; il est néanmoins impossible d'assimiler à la pure et simple réalisation de la « volonté populaire » (dont nous ne pouvons par avance rien savoir, d'ailleurs) la série de mesures révolutionnaires que la crise mortelle du capitalisme obligera le pouvoir socialiste à prendre. C'est dans ce sens — parfaitement conforme à toute l'œuvre de Marx et de Lénine — que nous disons (et qu'on doit dire) que le *pouvoir prolétarien et socialiste ne sera pas démocratique*. La contradiction avec mille passages de Marx et Lénine que les pseudo-marxistes rabachent sans en avoir compris le premier mot est purement apparente. Quand Marx et Lénine opposent la « démocratie » à l'Etat bourgeois, ils n'opposent nullement une forme parlementaire à une autre ; ils opposent à la démocratie politique, qui prétend représenter toutes les classes mais fonctionne toujours exclusivement en faveur du Capital, un pouvoir de classe sans parlementarisme, mais qui fonctionne réellement en faveur de tous les opprimés.

Comment mettre un terme à la dictature de fait de la bourgeoisie ?

Revenons à notre champion en falsifications, René Andrieu poursuit : « Ensuite, il faut que le Parlement soit doté de pouvoirs réels au lieu d'être réduit, comme c'est le cas actuellement au rôle d'une Chambre d'enregistrement. Enfin et surtout qu'il s'appuie sur un puissant mouvement populaire dans le pays. C'est même une condition sine qua non. Ce serait tomber dans le « crétinisme parlementaire » que de croire qu'il suffirait d'obtenir la moitié des voix plus une à l'Assemblée pour que la révolution soit faite. Si le suffrage universel, comme nous l'avons déjà souligné, peut donner la majorité aux

partis se réclamant du socialisme, il n'a pas la vertu d'écarter à lui seul le pouvoir réel, tant que la vie de la nation reste dominée par la féodalité bourgeoise. Il ne s'agit pas seulement en effet, pour détenir le pouvoir réel, de former un gouvernement. Encore faut-il mettre un terme à la dictature de fait de la bourgeoisie, c'est-à-dire à la domination des maîtres des monopoles qui, détenant tous les leviers de commande de l'Etat et de l'économie, peuvent entraver la production, organiser la fuite des capitaux, à l'étranger, torpiller le franc, utiliser à des fins de sabotage les grands commis de l'admi-

nistration, les cadres supérieurs de l'armée et de la police. Il est évident que la pression populaire doit s'exercer pour neutraliser les résistances de la minorité aux décisions de la majorité. »

Le tout se résume en deux propositions absolument contradictoires : 1) il est possible d'aller au socialisme par les voies parlementaires ; il suffit qu'il existe un parlement ; 2) On n'a pas le pouvoir pour la simple raison qu'on a le gouvernement sur la base de la majorité plus un au Parlement ; pour détenir le pouvoir réel, il faut mettre un terme à la dictature de fait de la bourgeoisie. Il n'est pas possible de se moquer davantage des gens car toute la question est précisément de savoir si, oui ou non, on peut mettre un terme à la dictature de fait de la bourgeoisie par les moyens parlementaires ! Le crétinisme parlementaire (sans guillemets !) de la social-démocratie classique — c'est-à-dire des socialistes de la II^{ème} Internationale — consistait à répondre : OUI ! Le communisme, lui, répondait : NON et c'est précisément cette opposition qui fut le principal motif de la scission entre les deux courants et de la fondation de la III^{ème} Internationale ! A cette question CAPITALE, quelle est la réponse de l'admirateur éperdu de la... « République parlementaire de 1875 » (!) quand il entreprend, le malheureux, de pourfendre le « crétinisme parlementaire » ? Cette réponse est la OUI ET NON du pire opportunisme, c'est-à-dire de l'opportunisme du centre, dont Lénine a magistralement démontré dans les quelques deux cents pages de *L'Etat et la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* qu'il était un OUI honnête, une adhésion hypocrite parce que dissimulée au réformisme.

Ah ! si nous avions un parlement véritable, commence par soupirer Kautsky au petit pied, quelles ne seraient pas les chances du socialisme ! Si c'était vrai, la lutte de la classe ouvrière pour le socialisme ne serait pas, sur le plan politique, une lutte contre la République bourgeoise, mais une lutte pour obliger cette République bourgeoise à revenir en arrière, aux beaux temps du parlementarisme classique, c'est-à-dire à l'époque historiquement révolue où les grands monopoles de l'ère impérialiste n'existaient pas encore et où les diverses fractions de la bourgeoisie s'affrontaient donc librement dans l'arène parlementaire.

Mais il suffit de formuler la thèse pour en saisir toute l'absurdité. La lutte du prolétariat ne peut viser qu'à mettre un terme à la dictature de la bourgeoisie impérialiste et en aucun cas à obtenir de cette dernière qu'elle veuille bien avoir la bonté de donner à cette dictature telle forme, arbitrairement présentée comme plus « favorable » aux classes sur lesquelles elle pèse.

Les soupirs poussés par le sieur Andrieu suggéreraient qu'il est un doux rêveur social-démocrate, s'illusionnant sincèrement sur les chances d'aller au socialisme parlementairement (!). Mais comme il est en réalité un faussaire politique, après avoir bien soupiré, il s'empresse d'ajouter : il ne faudrait pourtant pas croire qu'une fois que nous aurions le parlement véritable, la majorité parlementaire et le gouvernement, nous aurions du même coup le socialisme ! Ce serait du crétinisme parlementaire ; non, il nous faut tout cela, MAIS AINSI LA PRESSION POPULAIRE CONTRE LA FEODALITE BOURGEOISE, contre les menées de la MINORITE ! Qu'est-ce que c'est que ça, sinon la résurrection de la Convention révolutionnaire, dans laquelle le parti extrême ne craint pas de s'appuyer sur le peuple en arme pour venir à bout de l'aris-

Pourquoi la dévaluation ?

(Suite de la 1^{re} page)

dévalué s'inverse donc : il tend à exporter davantage et à importer moins, sa balance commerciale s'équilibre ou devient bénéficiaire, ses réserves monétaires cessent de diminuer dangereusement. Tels sont les effets immédiats de la dévaluation, qui n'est finalement que

Du schéma à la réalité

Il nous reste à montrer que notre exemple simplifié est bien représentatif de l'évolution des rapports économiques réels entre la France et les principaux pays industrialisés.

Considérons d'abord le pouvoir d'achat des diverses monnaies. Entre 1958 et 1967 (nous choisissons volontairement ces dates, pour montrer que le processus est bien antérieur à mai 1968), l'indice des prix est passé de 100 à 114,5 aux U.S.A. (augmentation annuelle moyenne de 1,7 pour cent), de 100 à 122,7 en Allemagne fédérale (2,3 pour cent d'augmentation annuelle), de 100 à 132 en Italie (3,5 pour cent) et de 100 à 153,8 en France (4,9 %). Insistons davantage sur la comparaison avec l'Allemagne, pays économiquement dominant au sein du Marché commun : un lot de marchandises payé 100 F sur le marché français en 1959 (après la dévaluation Pinay) et l'équivalent de 100 F sur le marché allemand, valait à la veille de la dévaluation 145 F sur le marché français et l'équivalent de 125 F sur le marché allemand (la dévaluation ramène le prix de 145 F à 128 F). Voilà qui illustre suffisamment

Les causes profondes de la dévaluation

Nous avons vu qu'en dernière analyse la dévaluation vient sanctionner l'affaiblissement du pouvoir d'achat du franc, ou plutôt le fait qu'il a diminué davantage que celui des autres monnaies. Mais comment s'explique, à son tour, cet affaiblissement plus marqué ?

La valeur des marchandises, et donc aussi leur prix, est déterminée par la quantité de travail nécessaire, en moyenne, à leur production. Les impératifs implacables de la concurrence poussent donc sans relâche les capitalistes à diminuer la quantité de travail nécessaire à fabriquer un produit déterminé, c'est-à-dire à augmenter la productivité du travail : mécanisation, rationalisation, concentrations, renforcement de la discipline productive sont autant d'armes dans cette guerre commerciale. Eh bien, dans cette course à l'accroissement de la productivité, c'est-à-dire à l'exploitation intensive de la classe ouvrière, la France « est partie de loin et tard ».

Certes, depuis la fin de la dernière guerre qui a sonné le glas de l'empire colonial et financier de la France, celle-ci s'est profondément transformée, au point de devenir une véritable puissance industrielle. Mais cette transformation s'est faite sur un rythme bien moins rapide que celle qui a affecté les grands vaincus de la guerre (Allemagne, Japon, Italie), pour ne rien dire de l'énorme avance dont disposent en ce domaine les Etats-Unis. Par rapport aux autres pays développés, et malgré le développement récent de grands trusts de taille mondiale, l'économie française reste encombrée d'une multitude de petites et moyennes entreprises à la productivité très inférieure aux exigences de la concurrence internationale. Ainsi, avec une population supérieure d'un quart seulement à la population française, l'Allemagne dispose d'une capacité de production double. La productivité moyenne d'un ouvrier américain est environ le double de celle d'un ouvrier français, celle d'un ouvrier allemand, une fois et demie la sienne. Enfin, si l'on compare la taille des entreprises dans les pays industrialisés, on constate que les entreprises employant plus de 500 salariés occupent aux U.S.A. 43 pour cent des salariés industriels, contre 40,5 aux Pays-Bas, 39 pour cent en Allemagne, 38 pour cent en Belgique et 27 p. cent en France.

l'alignement de la valeur officielle de la monnaie sur sa valeur réelle, son pouvoir d'achat. Toutefois, la dévaluation ne change strictement rien aux causes économiques profondes qui ont créé ce divorce entre valeur officielle et valeur réelle de la monnaie. Nous y reviendrons plus loin.

L'affaiblissement considérable du pouvoir d'achat du franc par rapport à celui du mark.

Les effets sur la balance commerciale ne sont pas moins nets. En 18 mois (janvier 68 à juin 69), elle n'a été équilibrée que 5 mois, l'équilibre n'étant jamais atteint en 1969 (le déficit à l'intérieur de la communauté européenne a été de 672 millions de dollars en 1967 et 1 milliard de dollars en 1968). Notons, toujours pour les mêmes raisons, que le déficit des échanges franco-allemands compte environ pour moitié dans le déficit total des échanges français.

L'évolution des réserves monétaires vient compléter le tableau. En janvier 1968, elles s'élevaient à 29,7 milliards de francs (6 milliards de dollars) ; en juin 1969, elles étaient tombées à 17,8 milliards de francs (3,6 milliards de dollars). En l'espace de 18 mois, 40 pour cent du trésor national, avaient ainsi fondu comme neige au soleil : les cris de triomphe de de Gaulle-Harpagon célébrant les vertus de l'or sacré, devaient laisser place aux lamentations sur le manque de civisme des spéculateurs

Il est bien évident que les effets de la grande grève de mai 68 n'ont pas été sans conséquences sur cette situation. Mais ces conséquences ont été contradictoires. Les grandes entreprises « compétitives » ont absorbé sans grandes difficultés les hausses de salaires, grâce justement à un renforcement de l'exploitation de leur main-d'œuvre. (Quelques chiffres simples permettent de « toucher du doigt » cette intensification de l'exploitation du prolétariat : en janvier 69 la production industrielle a augmenté de 8,2 pour cent par rapport à avril 68 ; pourtant, l'effectif des ouvriers employés n'a

Dévaluation et lutte de classe

On a vu que les effets immédiats de la dévaluation provoquaient une augmentation des exportations et une réduction des importations, c'est-à-dire une restriction du marché intérieur rétablissant l'équilibre du commerce extérieur, tandis que la spéculation se tarit.

Pour le prolétariat, cela signifie déjà réduction de la consommation, austérité. Mais ce n'est qu'un début. En effet, le renchérissement des produits importés va peser sur les prix du marché intérieur (on peut estimer qu'une dévaluation de 12,5 pour cent provoquera une hausse des prix de l'ordre de 4 pour cent, en plus de l'augmentation « normale », soit pour 1969 10 pour cent en tout en moyenne). Autrement dit, la dévaluation n'interrompt nullement le processus qui l'a rendue nécessaire : elle se contente de « constater », selon le mot à la mode, elle ne guérit pas (on se demande maintenant si l'Angleterre, par exemple, ne va pas être contrainte de recourir à nouveau à la dévaluation).

Aussi le gouvernement annonce-t-il déjà, par la bouche de Giscard d'Estaing, orfèvre de la matière, son plan d'austérité. Il n'est pas nécessaire ici d'analyser en détail les mesures techniques prévues. En effet, quelles que soient les modalités techniques utilisées, le plan se ramène à ceci : tenter de réduire l'écart entre la productivité de l'économie française et celle de ses concurrents dont on a vu qu'il constituait la cause profonde de la dévaluation. Comment y parvenir ? Le régime capitaliste ne connaît qu'un seul moyen : il faut augmenter les investisse-

pas sensiblement varié entre temps et la durée du travail n'a augmenté que de 0,7 p. 100 ! Par contre, les petites entreprises, celles qui emploient le plus grand nombre de « smigards », ont supporté avec plus de difficultés les hausses de salaires, et l'Etat, pour éviter les faillites en chaîne qui auraient provoqué une flambée de chômage et donc alimenté la crise sociale, a dû leur consentir une injection massive de prêts de toutes sortes (21,7 milliards de mai à octobre 68) qui, tout en prolongeant leur agonie, grève l'ensemble de l'économie.

Et la spéculation, nous objectera-t-on ? Nous l'avons gardée pour la bonne bouche. Ne constitue-t-elle pas, en effet, l'alpha et l'oméga des explications de l'Humanité ? (Sur sa lancée, celle-ci est allée jusqu'à ranger parmi les causes de la dévaluation la politique gaulliste d'élimination des petites entreprises : une ineptie tellement monstrueuse qu'il ne nous semble pas nécessaire de perdre de la place en la réfutant !) En réalité, la spéculation ne peut jamais être la cause de quoi que ce soit, mais seulement la conséquence. Nous avons suffisamment montré quel divorce s'était établi entre la valeur officielle du franc et son pouvoir d'achat comparé à celui du mark, pour que l'on comprenne facilement les achats massifs d'or et de marks qui se sont produits dès que la poussée prolétarienne de mai a pu faire craindre aux capitalistes une proche dévaluation, (parions, d'autre part, qu'une bonne partie des crédits accordés aux petites et moyennes entreprises chères à l'Humanité a été consacrée à spéculer !). Déterminée par l'ensemble de l'évolution économique que nous avons décrite, la spéculation n'a fait que l'accentuer en hâtant l'échéance. Quant aux plaisanteries télévisées du ministre des Finances « démontrant » que les spéculateurs ont été « perdants », elles ne méritent qu'un éclat de rire homérique, au même titre que la campagne de l'Humanité pour le « châtement » des spéculateurs : la spéculation est une conséquence inévitable du règne du Capital ; le petit-bourgeois veut « moraliser » les rapports économiques bourgeois, le révolutionnaire prolétarien, lui, veut les détruire !

ments et donc rogner au maximum sur les salaires pour permettre aux profits de s'accroître dans la même mesure ; parallèlement, il faut intensifier les cadences de travail. Tout cela, tout au moins pour les entreprises que leur taille rend apte à la concurrence ; pour les autres, le plan d'austérité annonce des fusions ou la disparition pure et simple.

Le plan de la bourgeoisie est donc clair : le prix de la dévaluation c'est le prolétariat qui doit le payer intégralement. Pompidou l'a annoncé dans son langage cauteux : « Il va falloir maintenant travailler de » son mieux, faire preuve d'une » certaine austérité, encore que » je n'aime pas beaucoup ce » mot (aime-t-il la chose ? » Ndr) auquel je préfère celui » de sévérité ou d'effort... Il » faudra faire des efforts de » travail, d'épargne et se mon- » trer raisonnable. On ne peut » tout avoir à la fois. »

Voilà le grand mot lâché. Raisonnable ! Prolétaires qui vous échinez pour un maigre salaire, il faut serrer la ceinture d'un cran pour que le capital puisse s'accumuler sur une échelle élargie, que le franc se renforce, l'économie nationale redevienne compétitive ! Les hausses de salaires de Grenelle, ce n'était pas « raisonnable » !

Tel est le défi que la bourgeoisie lance au prolétariat. Ce défi, il doit le relever, sous peine d'être pressuré sans fin. Ce que la dévaluation lui enseigne, c'est que le franc se porte bien quand l'ouvrier crève. Alors, que crève le franc et que le prolétariat pousse sa lutte de classe jusqu'au bout !

Réactionnaire opium spatial

(Suite de la 1^{re} page)

« pensée » de son auteur. Or, la pseudo-démonstration de la prétendue « utilité » d'une recherche spatiale par le général désaffecté contient un passage qui illustre à la perfection ce que nous, marxistes, nous voulons dire quand nous affirmons : « L'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne » et que les opportunistes de tous poils se refusent à comprendre. Désirant réfuter cette idée que « l'objectif caché de la recherche spatiale est militaire » (qu'il juge digne du « sottisier de Flaubert » (sic !), l'imaginatif directeur d'études écrit : « En réalité, c'est la recherche militaire qui a permis la recherche spatiale (belle réfutation ! !) Nous assistons aujourd'hui à un phénomène... sans doute » (NDR : sic !) « le plus important de cette deuxième moitié du XX^{ème} siècle à savoir que, pour la première fois dans l'histoire du monde, la guerre est devenue de plus en plus improbable... Il ne s'agit plus de sauvegarder la paix, mais d'étudier les conséquences d'une paix éternelle. Or, pour que la jeunesse de nos pays retrouve son enthousiasme, pour que son désœuvrement moral ne conduise pas à de nouvelles révoltes de mai », il faut lui « donner un but, un but qui remplace la guerre, objectif essentiel de l'activité des jeunes depuis l'origine du monde » (NDR : sic !). Le problème de la nouvelle génération n'est pas de savoir si l'activité spatiale peut être utilisée pour la guerre, C'EST DE DONNER UN SENS A L'ACTIVITE DES HOMMES ALORS QU'ON SAIT QU'IL N'Y AURA PLUS DE GUERRE ». Laissons de côté le fait que l'obscurantisme bourgeois s'imaginerait l'équilibre des forces est ETERNEL et donc, du même coup, le despotisme bicéphale américano-russe qui pèse sur le monde. Ce n'est pas nouveau, et nous ne reviendrons pas ici sur la sottise d'une telle illusion que notre général - en - chômage tente d'étayer par cette impayable comparaison « scientifique » : « De même que les grands reptiles préhistoriques ont succombé à cause de leur gigantisme, de même l'énormité de la catastrophe que serait une nouvelle guerre mondiale conduit à sa disparition. » Ce qui importe ici, c'est l'infamie de la pensée bourgeoise pour laquelle sans guerres, l'activité

des hommes n'a plus de signification, le cynisme d'un aveu qui suffit à réduire à néant le bla-bla « socialo-communiste » sur la grandeur humaine et le caractère progressiste de la conquête de l'espace : « les hommes » (c'est-à-dire, en réalité, les prolétaires et les opprimés en général) ne peuvent se passer d'opium ? et si les circonstances ne se prêtent pas à l'administration massive de l'opium militariste, il faut à tout prix lui trouver un remplaçant qui peut fort bien être... l'opium spatial.

La pensée révolutionnaire est aux antipodes de cette sinistre doctrine de l'impérialisme pourrissant. A ses yeux, l'activité des hommes n'a nul besoin qu'on lui « donne un sens ». Son sens, elle le trouvera tout naturellement quand il lui sera enfin permis d'assurer la vie et l'épanouissement de toute l'espèce, car il ne peut en exister d'autre. C'est le Capital et uniquement le Capital qui la prive de cette signification en contraignant la majeure partie de l'humanité à s'échiner, s'étioiler et mourir pour produire, réaliser, accumuler du profit. Et c'est précisément parce qu'il fait de l'activité sociale un non-sens absolu dans la mesure où les inconvénients sociaux de ce mode de production ont depuis longtemps dépassé et annihilé ses avantages que le Capital se préoccupe tant de lui inventer des sens fictifs et a besoin de répandre l'opium social spatial, en attendant mieux. La conclusion est claire : pour que l'espèce vive, il faut que la domination odieuse de ce Capital soit renversée sans pitié, écrasée, anéantie jusqu'à ses derniers vestiges. Alors l'espèce pourra enfin développer toutes ses potentialités et plus personne ne pourra plus faire accroire aux hommes que pour avoir un « sens » leur activité sociale doit avoir un autre but que le bien de l'espèce. Cette formidable libération est l'affaire exclusive de la Révolution prolétarienne dont l'humanité a déjà tant besoin, sans le savoir encore, que les tenants du capitalisme ont, comme nous venons de voir, plus peur encore de la paix que de la guerre pour l'avenir de leur régime ! Pour le prolétariat révolutionnaire, le sens suprême, l'unique sens positif de l'histoire contemporaine, c'est de préparer, fût-ce lentement et douloureusement, cette Révolution libératrice. Elle ne peut en avoir d'autre tant que le Capital subsistera dans une quelconque partie du monde.

Plus d'eau dans le gaz ?

Les accords signés entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne de l'Ouest — l'une fournissant du gaz naturel, l'autre des tubes d'acier de fort diamètre — montre une fois de plus que de prétendues oppositions idéologiques ont peu de poids face aux impératifs du marché capitaliste.

L'exemple est d'autant plus frappant que l'Allemagne vend au mépris de sa « sécurité » du matériel jusqu'alors considéré comme stratégique par l'OTAN et que l'URSS achète des produits Thyssen, l'un des groupes ayant financé Hitler ! C'est bon pour le PCF de tempêter contre les « revanchards allemands », l'URSS quant à elle, n'entonne le couplet antifasciste que lorsque ses intérêts de grande puissance sont menacés.

Elle s'inquiète de l'agressivité du capital allemand seulement lorsque des accords bilatéraux — comme dans le cas tchécoslovaque — la priveraient des royalties qu'elle tire de sa position de second impérialisme mondial.

Quant à la R.F.A., le « péril rouge » qui sert à justifier la militarisation de l'économie et l'entretien des troupes US, est oublié dès qu'il s'agit de vendre !

Tout va ainsi pour le mieux dans les meilleurs des mondes mercantiles, jusqu'à ce que le prolétariat — créateur de toutes ces richesses et toujours plus exploité — prenne d'Est en Ouest en main sa destinée dans la crise internationale que la modernisation des échanges permet de prévoir.

PROGRAMME COMMUNISTE

Revue Théorique du Parti Communiste International

Le numéro 45 (Juillet-Septembre 1969) est paru

AU SOMMAIRE :

- LUTTES PARTIELLES ET LUTTE GENERALE
- LE PARTI COMMUNISTE D'ITALIE FACE A L'OFFENSIVE FASCISTE (1921-1924)
- THEORIE MARXISTE DE LA MONNAIE

Le numéro : 4 F

Abonnement annuel : 15 F

Abonnement combiné

" Programme Communiste " - " Le Proletaire " : 20 F

Commandes au " Proletaire "